

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 71

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

DE L'EAU DANS LE GAZ (1).

Le débat parlementaire sur le projet de « fusion », ou plutôt d'acquisition de GDF par le groupe Suez, commence très mal pour le gouvernement. Pas seulement parce que la gauche a déposé des dizaines de milliers d'amendements pour retarder l'échéance tandis que les syndicats engagent le fer avec Matignon, ni parce que certains députés UMP persistent dans leur hostilité à cette privatisation. La mauvaise nouvelle pour Villepin-Breton-Sarkozy vient du...bénéfice record affiché par GDF au premier semestre : 1, 7 milliard d'euros, soit une hausse de 44% ! Autrement dit, l'entreprise publique se porte bien et n'a nul besoin de Suez pour se développer. D'autre part, les tarifs aux particuliers ayant grimpé de 26% en un an, « on est loin de l'objectif de fournir le gaz le moins cher possible », comme le souligne la CGT. Alors qu'en serait-il si GDF était privatisé, avec des actionnaires exigeant une rentabilité à deux chiffres de leur capital... ?

DE L'EAU DANS LE GAZ (2).

Le projet de fusion entre Suez et GDF est « inutile et stupide ». C'est l'américain Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, qui porte ce jugement sans appel dans Libération du 13 septembre. « Primo, la France a un bon système, juste, à bas prix, efficace et très fiable », explique-t-il, « s'il n'est pas cassé, pourquoi le réparer ? Deuxio, confier la gestion d'un parc nucléaire à du privé est très problématique ; y aura-t-il la même vigilance, le même investissement ? On a vu ce qui s'est passé aux Etats-Unis quand on a dérégulé notre secteur de l'énergie...Tertio, si la France a une telle réussite dans l'énergie, c'est qu'il y a un « Etat d'esprit public » qui attire des gens qualifiés. Ouvrir la voie de la privatisation, c'est se priver, pour le gouvernement, de marge de manœuvre dans un secteur si sensible ».

LE BIDONVILLE GLOBAL.

C'est ainsi que le sociologue et urbaniste Mike Davis désigne dans un livre récent l'une des conséquences de l'explosion urbaine amplifiée par la mondialisation, à savoir qu'un milliard d'êtres humains vivent aujourd'hui dans des taudis. En 2007, la population urbaine de la planète dépassera pour la première fois la population rurale. Il y avait 23 villes de plus de 8 millions d'habitants en 1995 ; il y en aura 35 en 2015. Les grandes agglomérations, explique Mike Davis, accueillent « le trop plein de main d'œuvre » pour le « stocker » dans les bidonvilles et décupler les inégalités. Le pire des mondes possibles, de Mike Davis, éditions La Découverte.

COURAGE, FUYONS !

Ségolène a finalement annulé la conférence de presse qu'elle avait prévu de tenir à l'issue de sa rencontre avec Barroso à Bruxelles, le 13 septembre. Commentant cette annulation sur son blog, Jean Quatremer, correspondant de Libération à Bruxelles, écrit : « Royal s'est soigneusement gardé de livrer une pensée articulée sur l'Europe et son avenir, à supposer qu'elle en ait une ». Et il n'est pas au MJS...

EDITO : RASSEMBLER LA GAUCHE ANTI-LIBERALE AUTOUR D'UN PROGRAMME

Une étape importante a été franchie dimanche 10 septembre dans le processus de rassemblement de la gauche antilibérale. Les représentants des 450 comités unitaires se sont réunis à Saint-Denis (Île de France), et ont approuvé le document d'orientation stratégique que leur a proposé le collectif national. Ils ont également lancé le débat autour du projet de programme, celui-ci devant être définitivement adopté, après de multiples débats et discussions associant les collectifs et les citoyens qui le souhaitent.

Dans le débat en cours, la Gauche Républicaine insistera sur plusieurs points-clefs.

1-Il faut redonner au peuple sa souveraineté, et pour ce faire, changer de régime institutionnel. Si nous remportons les élections, c'est immédiatement que le pouvoir devrait reposer sur l'Assemblée Nationale, laquelle investirait et contrôlerait le Gouvernement. Si une majorité de Français accorde ses voix à la gauche antilibérale, 2007 sera donc la dernière élection du Président de la République au suffrage universel, et marquera le début d'un processus constituant qui aboutira à la fondation d'une VIème République. Celle-ci ne sera pas seulement caractérisée par une nouvelle architecture institutionnelle ; elle permettra aussi l'avènement de nouveaux droits politiques et sociaux. Notre pays souffre d'un déficit de démocratie : comblons-le dès le printemps prochain !

2-La souveraineté populaire est donc au centre de notre projet. C'est à travers ce prisme qu'il faut envisager notre politique européenne. Le peuple français a le droit absolu de refuser les directives et les dispositions des traités de l'UE qui le font régresser sur le plan social. Ce principe devra être clairement posé à l'intention de nos partenaires. Relancer la construction européenne, à laquelle nous sommes attachés, passe nécessairement par la définition des droits sociaux des peuples européens, avec comme premier critère la préservation des acquis dans chaque pays. Il n'est donc pas question de suivre les

préconisations de l'ultra-libérale commission de Bruxelles en matière de régime des retraites, de démantèlement des services publics, d'établissement d'un grand marché euro-américain, etc. Le traitement spécial concédé au Royaume Uni dans le domaine monétaire doit faire jurisprudence : le peuple français se réserve le droit de ne pas appliquer des politiques qu'il juge contraire à l'intérêt national.

3-Les services publics forment le socle du pacte républicain. Les reconstituer, les moderniser et démocratiser leur gestion sont des impératifs de la prochaine législature. Renationaliser ce que a été privatisé est un préliminaire. Il faut aussi soustraire les services publics à la concurrence, car l'essence même d'un service public est de transcender les lois du marché pour garantir l'égalité d'accès à tous les citoyens.

4-Un nouveau mode développement soucieux de l'utilité sociale de la production et de la protection de l'environnement est nécessaire. Mais il ne saurait prospérer sans croissance ni politique industrielle, grâce auxquelles nous pourrions créer des emplois et financer l'ambitieux programme social que nous proposons aux Français.

5-La régularisation des sans-papiers est une mesure d'urgence visant à mettre un terme à la situation intenable de milliers d'êtres humains Cette

régularisation doit être conduite dans le cadre d'une politique de l'immigration, basée sur l'aide au développement des pays du Sud, le soutien aux projets de retour et la régulation des entrées et séjours sur le territoire national. Pas question de libéraliser le marché du travail par le laisser-faire aux frontières pour le compte de la finance multinationale.

6-Notre principe républicain nationalité=citoyenneté doit être préservé, faute de quoi nous aurions à déplorer une dérive « ethniciste » de l'idée de nation. Exerce ses droits citoyens celui ou celle qui assume toute la responsabilité d'être Français ; il n'y a pas à instituer une citoyenneté au rabais réservée aux étrangers. En revanche, les immigrés devraient accéder sans obstacles à la nationalité dès lors qu'ils se sont intégrés dans la société française.

Reste l'épineuse question de la candidature à la présidence de la République, avivée par le bal des prétendants auquel, hélas, a également donné lieu la réunion du 10 septembre. Soyons clairs : si la gauche anti-libérale fait sienne la perspective de fonder une VIème république, la place des leaders de partis et de courants est à l'Assemblée Nationale et au gouvernement, certainement pas à l'Élysée. Celui ou celle qui nous représentera doit avoir la stature nécessaire pour assumer une campagne difficile. Mais il ou elle ne gouvernera pas.

COMMUNIQUE COMMUN DE LA GAUCHE REPUBLICAINE, DU MOUVEMENT REPUBLICAIN ET CITOYEN ET DU PARTI RADICAL DE GAUCHE DE SEINE-ET-MARNE:

Les Républicains et Radicaux de gauche aux côtés des salariés d'Eurodisney

Les salariés d'Eurodisney, poussés au conflit par une direction plus attentive à garantir le paiement des 60 millions de royalties annuels à la maison mère, la Walt Disney Company, que préoccupée des conditions de travail et de l'amélioration de la rémunération de ses personnels, ont décidé de se mobiliser pour défendre leurs droits.

La Gauche républicaine, le PRG et le MRC, dans une démarche commune, leur apportent leur soutien.

En effet, depuis des mois, Eurodisney tente de revenir sur les droits sociaux des personnels. Cette situation est d'autant plus inacceptable que cette société a plus que largement bénéficié de toutes les formes d'aide financière et matérielle des collectivités territoriales et des pouvoirs publics. Eurodisney apparaît aujourd'hui à l'unique service des intérêts des actionnaires de la Walt Disney Company, les

actionnaires minoritaires d'Eurodisney ayant été quant à eux floués.

Dans ce contexte, l'attentisme et le silence du gouvernement sont évidents. Pourtant, il a été officiellement interpellé par le député républicain Emile Zuccarelli dès décembre 2005 ! Celui-ci souhaitait savoir, « avant que le dialogue social ne soit rompu et pour la bonne utilisation des fonds publics, ce que le gouvernement entend mettre en œuvre pour conduire la Walt Disney Company à assumer ses responsabilités en acceptant de prendre à sa charge une partie de la dette d'Eurodisney ». Depuis, et ce malgré l'obligation légale de réponse sous deux mois, cette question écrite au gouvernement (n°80.811) est toujours sans réponse. Il est, dans ces conditions, légitime que les personnels d'Eurodisney se mobilisent pour défendre leurs droits.